

Les ex-Ford de Blanquefort vont manifester au Mondial de l'auto

BORDEAUX (Reuters) - Plusieurs centaines de salariés de l'usine FAI (ex-Ford) de Blanquefort, en Gironde, ont l'intention de manifester samedi en marge du Mondial de l'automobile à Paris pour obtenir du constructeur qu'il réinvestisse dans le site industriel.

L'usine Ford de Blanquefort a été cédée en février 2009 au groupe allemand HZ Holding dont le plan de reprise reposait sur la création d'une unité de fabrication de pièces d'éoliennes.

Le projet "Atlas" a été abandonné à la suite du retrait du partenaire industriel d'HZ, l'équipementier allemand Johann Hay.

"HZ s'était engagé à investir 140 millions d'euros. En fait, il n'a pas dépensé un seul centime", dénonce aujourd'hui Philippe Poutou, le délégué CGT de l'usine.

Environ 400 des 1.450 salariés de FAI doivent se rendre à Paris samedi matin par train spécial à l'initiative de la CGT.

Ils ont prévu un rassemblement devant l'entrée du salon de l'automobile en compagnie de personnalités politiques qui, selon la CGT, ont annoncé leur présence, comme Olivier Besancenot (NPA), Jean-Luc Mélenchon (PG) ou Pierre Laurent (PCF).

Il y a deux ans, alors que les ouvriers de Ford se battaient pour la pérennité de leur usine, ils avaient déjà manifesté au Mondial, sur le stand de Ford avant d'évacuer les lieux dans le calme.

Depuis l'échec d'HZ, Ford reste le seul client pour lequel FAI continue de fabriquer des boîtes de vitesse dont le modèle arrive en fin de vie mais l'engagement pris par le constructeur ne court que jusqu'en décembre 2011.

Fin août, Ford Europe a présenté aux partenaires sociaux trois projets industriels qui assureraient l'emploi de 220 personnes, ce qui est jugé très insuffisant par l'ensemble des syndicats. Pour eux, Ford s'était engagé lors de la reprise à pérenniser le site et doit maintenant assumer ses responsabilités en réinvestissant.

"Seul Ford a les moyens de redonner de l'activité à l'usine c'est pourquoi nous pensons pour notre part que l'idéal est qu'il reprenne le site", explique Philippe Poutou de la CGT.

Pour les salariés comme pour la région bordelaise, l'enjeu est important: FAI représenterait près de 10.000 emplois induits.

Claude Canellas, édité par Gilles Trequesser